




<p>CEA/CESTADIR/CSSE DO 101 26/10/18</p> <p> 18ZZBD000310</p> <p>diffusé le : 05/11/18</p>	<p>Page : 1 / 22</p>
<p><b>GESTION DES DECHETS CONVENTIONNELS</b></p> <p>PROCEDURE GENERALE CENTRE</p>	

**SYM DM00Z ZBD PRO 17000199 B**

<b>EMETTEUR</b>	
<b>nom</b>	GIANNINI Jean-Pierre
<b>unité</b>	CESTA/DIR
<b>fonction</b>	Directeur du CEA/CESTA
<b>date</b>	28 OCT. 2018
<b>signature</b>	
<b>Affaire suivie par :</b> Adeline DUVAL – CESTA/DIR/CSSE	
<b>Ce document propriété du CEA, ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation</b>	

Origine : CEA/CESTA/DIR/CSSE		Référence à : *	
Classification : DO	E.P : *	Affaire : *	Contrat : *
Identification du document			
Nature : Rapport	Référence : DO 101	Date : 26/10/2018	Nombre de pages: 22
Rédacteur : Adeline DUVAL			
Titre : Gestion des déchets conventionnels - Procédure générale centre			
Résumé : Cette procédure décrit l'organisation et les modalités de la gestion des déchets conventionnels sur les sites du SIENID CESTA (sites de Le Barp et du TEE).			
Mots clés : DD, DND, DI, ZRD, DEEE, DASRI, BSD			

REPERTOIRE DES EVOLUTIONS			
INDICE	DATE	NATURE DES EVOLUTIONS	PAGES MODIFIEES
A		Version non diffusée (CSSE DO63/17)	-
B		Mise à jour	toutes
La version applicable est le document au dernier indice			

VERIFICATION ET APPROBATION DE DOCUMENT			
INDICE	FONCTION	NOM DE L'APPROBATEUR	UNITE
A	Chef du DLG/STL	ROUSSEL Etienne	DLG/STL
	Chef du DLG/STL/GLS	BAYLAC-GIRAUD Isabelle	DLG/STL/GLS
	Correspondant déchets des installations du STL	TEXIER Jonathan	DLG/STL/GIPSI
B	Chef de la CSSE	FARAIL François	DIR/CSSE
Chaque approbateur reçoit une copie du document			

## SOMMAIRE

<b>1. OBJET</b>	<b>4</b>
<b>2. DOMAINE D'APPLICATION</b>	<b>4</b>
<b>3. CADRE REGLEMENTAIRE</b>	<b>4</b>
<b>4. REFERENCES</b>	<b>5</b>
<b>5. DEFINITIONS</b>	<b>6</b>
<b>6. ACTEURS ET RESPONSABILITES</b>	<b>8</b>
6.1. RESPONSABILITE LEGALE ET RÉGLEMENTAIRE	8
6.1.1. Responsabilités incombant aux « producteurs » de déchets	8
6.1.2. Responsabilités incombant aux « expéditeurs » de déchets	8
6.2. LES ACTEURS DE LA GESTION DES DECHETS AU CEA/CESTA	9
6.2.1. Le producteur primaire	9
6.2.2. Les chefs d'installation	9
6.2.3. DLG/STL	10
6.2.4. La cellule sécurité sûreté nucléaire environnement (CSSE)	10
6.2.5. Le Directeur	10
<b>7. ACTIONS CONCOURANT A LA GESTION DES DECHETS CONVENTIONNELS</b>	<b>11</b>
7.1. LOGIGRAMME	11
7.2. DESCRIPTION DES ACTIONS	12
7.2.1. « Etude déchets »	12
7.2.2. Caractérisation des déchets	12
7.2.3. Tri à la source et entreposage dans l'installation	13
7.2.4. Contrôle radiologique des déchets sortant de ZNC	13
7.2.5. Planification de l'enlèvement	13
7.2.6. Transport interne vers la ZRD	14
7.2.7. Entreposage à la ZRD (prétraitement et tri complémentaire)	15
7.2.8. Transport externe vers l'exutoire	15
7.2.9. Suivi des déchets	16
7.3. ACTIONS TRANSVERSES	17
7.3.1. Traçabilité	17
7.3.2. Veille réglementaire et établissement des bilans réglementaires	17
7.3.3. Contrôles	18
7.3.4. REX	18
7.3.5. Sensibilisation, information	18
<b>8. DECHETS FAISANT L'OBJET DE MODALITES DE GESTION SPECIFIQUES</b>	<b>19</b>
8.1. GESTION DES DECHETS DE NATURE INCONNUE	19
8.2. DECHETS SPECIFIQUES INCLUS DANS LE PERIMETRE DU MARCHE DE GESTION CENTRALISEE DES DECHETS	19
8.3. DECHETS GENERES PAR LES EEI (MAINTENANCE, TRAVAUX)	19
8.4. DECHETS SPECIFIQUES DONT LA GESTION EST ASSUREE PAR L'INSTALLATION PRODUCTRICE	19
8.5. CAS PARTICULIER(S)	20
<b>9. ARCHIVAGE ET REVISION</b>	<b>20</b>
<b>10. GLOSSAIRE</b>	<b>21</b>

## 1. OBJET

Cette procédure décrit l'organisation et les modalités de gestion des déchets conventionnels sur les sites du SIENID CESTA (sites de Le Barp et du TEE). Elle appelle d'autres documents détaillant certaines modalités de gestion spécifiques et peut être complétée, autant que de besoin, par les référentiels documentaires établis par les installations.

*Ce document annule et remplace les références suivantes :*

- *Procédure générale centre « Organisation de la gestion des déchets conventionnels sur les sites du CESTA et du TEE », CESTA/DLG/STL DO883 du 04/09/08, SYMS0705ZALPRO02001322A.*
- *Consigne « Gestion des déchets verts et de voirie sur les sites du CESTA et du TEE », CESTA/DLG/STL DO 884 04/09/08, SYM S0705 ZAL CON 06000039A*
- *Instruction « Enlèvement ponctuel des déchets », CESTA/DLG/STL DO 885 04/09/08, SYM S0705 ZAL INQ 02001327A*

## 2. DOMAINE D'APPLICATION

La présente procédure est applicable à l'ensemble des déchets conventionnels produits sur le CESTA et le TEE, que ces déchets soient pris en charge ou non par le Titulaire du marché de gestion centralisée déchets du centre.

Certains déchets font l'objet de modalités de gestion spécifiques définies au § 8.

Cette procédure ne s'applique pas aux déchets radioactifs.

## 3. CADRE REGLEMENTAIRE

Le cadre réglementaire relatif à la gestion des déchets est défini par le Code de l'environnement [1].

Le référentiel réglementaire de la DAM, établi et mis à jour dans le cadre de la coordination de la gestion environnementale assurée par DAM/DQSCG, recense l'ensemble des textes applicables en la matière. Il est consultable sur l'espace partagé [\\z-lebran\ESPACE ENVIRONNEMENT](#) accessible par les acteurs de la gestion environnementale sur le centre.

Pour le Centre, en raison de son statut de « site et installations d'expérimentations nucléaires intéressant la Défense » (SIENID), l'autorité compétente en matière de gestion des déchets est l'Autorité de Sûreté Nucléaire de Défense (ASND).

## 4. REFERENCES

- [1] Code de l'environnement, Livre V « Prévention des pollutions, des risques et des nuisances », Titre IV « Déchets »
- [2] Décision de la Commission du 18 décembre 2014 modifiant la décision 2000/532/CE établissant la liste des déchets, conformément à la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil (liste des codes déchets référencée à l'article R.541-7 du code de l'environnement)
- [3] Règles générales de transport des marchandises dangereuses ou classifiées du CEA/CESTA (SYM DM00Z ZBD 17000350)
- [4] Procédure relative au zonage déchets du CESTA et du TEE (SYM DM00Z ZBD PRO 17000157)
- [5] Liste nominative des correspondant « environnement », « déchets » et « ICPE/IOTA » du CESTA (SYM DZMNG ZBD LIS 13000226) – **disponible sur l'intranet CESTA**
- [6] Missions des acteurs du réseau « environnement » du CESTA (ENV SZEVM ZBD NOT 13000095)
- [7] Circulaire MR n°13 relative à l'organisation de la gestion environnementale au CEA
- [8] Circulaire MR n°5 du 13/10/2008 relative aux missions du chef d'installation
- [9] Circulaire sécurité CESTA n°12 « procédure d'autorisation interne et organisation des commissions locales de sécurité » (SYM DM00Z ZAN CIR 16000310) – **disponible sur l'intranet CESTA**
- [10] Circulaire sécurité CESTA n°26 « Gestion du retour d'expérience relatif à la protection des personnes, des biens et de l'environnement » (SYM DM00Z ZAN INS 15000476) – **disponible sur l'intranet CESTA**
- [11] Guide technique déchet « Zone de Regroupement des Déchets sur le centre du CEA/CESTA » (SYM S0705 ZAL GUI 05002976) – **disponible sur l'intranet CESTA**
- [12] Instruction générale centre « Traçabilité des déchets conventionnels » (SYM MS20Z ZBD INQ 18000294)
- [13] Guide de tri des déchets conventionnels du CESTA (SYM MS20Z ZAL GUI 17000413) – **disponible sur l'intranet CESTA**
- [14] Instruction relative à la gestion des déchets pyrotechniques (INS SZMNG ZBD INQ 13000353)
- [15] Consigne « Collecte et évacuation des déchets médicaux » (SYM MS20Z ZAL CIN 18000941)
- [16] Consigne « Destruction des déchets classifiés et non classifiés » (SYM MS20Z ZAL COE 18000147)
- [17] Instruction « Gestion des déchets générés par les entreprises extérieures intervenant sur les sites du CEA/CESTA » (SYM MS20Z ZBD INQ 18000293) – **disponible sur l'intranet CESTA**
- [18] Formulaire de demande d'enlèvement ponctuel – **disponible sur l'intranet CESTA**
- [19] Procédure d'autorisation pour le transport interne de marchandises dangereuses au CESTA (SYM DZMNG ZBD PRO 12000222)

## 5. DEFINITIONS

### • Gestion des déchets

Conformément à l'article L. 541-1-1 du code de l'environnement [2], la gestion de déchets comprend la collecte, le transport, la valorisation et l'élimination et, plus largement, toute activité participant à l'organisation de la prise en charge des déchets depuis leur production jusqu'à leur traitement final.

### • Déchets conventionnels

Les déchets « conventionnels » désignent les déchets qui ne sont pas « nucléaires ».

En application de la procédure de zonage déchets du centre [4], les déchets conventionnels sont issus des bâtiments, locaux ou parties de locaux classés en « zones sans radioactivité ajoutée » ou « zones non contaminantes ». Selon leurs caractéristiques, ces déchets peuvent être dangereux ou non dangereux.

### • Déchets non dangereux (DND)

Il s'agit de déchets ne présentant pas de danger particulier vis-à-vis des personnes ou de l'environnement.

Font partie de cette catégorie les déchets assimilés aux ordures ménagères (DAOM) (c'est-à-dire qui possèdent des caractéristiques similaires aux ordures ménagères), les déchets pyrotechniques, les déchets verts (issus de l'entretien des espaces verts), les papiers et cartons, etc...

### • Déchets dangereux (DD)

Les déchets sont classés dangereux lorsqu'ils possèdent au moins l'une des propriétés énumérées à l'annexe III Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 :

- Explosif, comburant, inflammable,
- Irritant,
- Toxique,
- Cancérogène, mutagène, toxique pour la reproduction,
- Corrosif,
- Infectieux,
- Substance dégageant un gaz toxique,
- Sensibilisant,
- Ecotoxique ;
- Ou déchet capable de présenter une des propriétés dangereuses susmentionnées que ne présente pas directement le produit d'origine.

Par exemple, sont classés dans cette catégorie :

- Les produits pour lesquels la dangerosité est indiquée sur le produit lui-même (pictogramme de danger figurant sur l'emballage) et/ou sur la fiche de données de sécurité (ex. produits chimiques de laboratoire - PCL),
- Les résidus de peinture, de colles, produits d'entretien, produits huileux,...
- Les emballages vides ou matériaux absorbants (chiffons) ayant été en contact avec de tels produits ;
- Les déchets amiantés,
- Certains déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ;
- Les déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI).

A noter qu'il est interdit de réduire la dangerosité d'un déchet en le diluant ou en le mélangeant avec un autre déchet.

- **Déchets inertes**

Tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine.

- **Déchets dits « de production courante » ou « ponctuelle »**

Dans la suite du document, sont appelés « déchets de production courante » les déchets faisant l'objet d'une collecte sélective (bennes, poubelles du bureaux, modulobacs) telle prévue dans les règles de tri en vigueur [13], et pris en charge par le Prestataire Déchets dans le cadre de ses tournées de ramassage régulières.

Il s'agit des déchets appartenant aux catégories suivantes :

- Les déchets non dangereux (part non valorisable) ;
- Les papiers, cartons non souillés ;
- Le verre ;
- Les métaux ;
- Le bois ;
- Les emballages plastiques ;
- Les biodéchets (déchets alimentaires) ;
- Les capsules de machine à café ;
- Les aérosols ;
- Les piles ;
- Les chiffons et emballages souillés (par des substances dangereuses) ;
- Les toners et cartouches d'impression.

Un déchet ne correspondant pas aux critères définis ci-dessus est dit « de production ponctuelle ». Sa gestion peut être assurée soit par l'installation elle-même, soit par le Prestataire Déchets dans le cadre d'une demande d'enlèvement ponctuelle (cf. § 7.2.5).

- **Code déchet (ou code nomenclature)**

Un code déchet est un numéro à 6 chiffres permettant de classer un déchet selon sa typologie et son origine. La liste des codes déchets constitue la « nomenclature déchets » (cf. [2]) et est consultable sur l'espace partagé [\z-lebran\ESPACE ENVIRONNEMENT](#). Un déchet est considéré comme dangereux s'il est signalé par un astérisque « \* » dans cette liste. Toutes les informations relatives aux déchets prévues par la réglementation (BSD, registre) doivent être fournies en utilisant ce code.

- **Prestataire Déchets**

Dans la suite du document, le prestataire déchets est le Titulaire du marché de gestion centralisée des déchets conventionnels du Cesta.

- **Exutoire**

L'exutoire est l'installation de traitement (regroupement, valorisation ou élimination) des déchets.

## 6. ACTEURS ET RESPONSABILITES

### 6.1. RESPONSABILITE LEGALE ET RÉGLEMENTAIRE

#### 6.1.1. Responsabilités incombant aux « producteurs » de déchets

Conformément à la réglementation (Code de l'Environnement, art. L541-2), le « producteur » de déchets est responsable de la gestion des déchets qu'il produit jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque cette gestion est confiée à un tiers.

Les responsabilités incombant aux « producteurs » de déchets reposent sur les principes suivants.

- ***La hiérarchie des modes de traitement, le tri à la source***

La réglementation (Code de l'environnement, art. L. 541-1) impose de privilégier, dans l'ordre :

- La préparation en vue de la réutilisation ;
- Le recyclage ;
- Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- L'élimination.

Cela implique le tri à la source des déchets par filière de traitement et de valorisation identifiée.

De plus, le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux sont interdits (Code de l'environnement, art. L. 541-7-2)

- ***L'autorisation des collecteurs, transporteurs et exutoires***

Le producteur doit s'assurer que les opérateurs intervenant dans la gestion de ses déchets (collecteurs, transporteurs, installations de traitement ou d'élimination) sont autorisés à les prendre en charge (arrêtés préfectoraux, récépissé et autorisation ICPE).

Le fait de remettre (ou faire remettre) des déchets à toute entreprise autre que l'exploitant d'une installation agréée, est puni de sanctions pénales lourdes (Code de l'Environnement, art. L541-46).

- ***La caractérisation des déchets et l'acceptation préalable de l'exutoire***

Le producteur est tenu de caractériser ses déchets, de les conditionner et de les étiqueter conformément aux règles internationales et européennes en vigueur (Code de l'environnement, art. L. 541-7-1). Caractériser un déchet consiste à classer un déchet selon sa dangerosité (« déchet dangereux », « non dangereux » ou « inerte »), et à lui attribuer un code déchets<sup>1</sup>. Cette caractérisation vise à garantir le traitement du déchet dans la bonne filière de gestion et à définir les conditions de transport associées.

- ***La traçabilité des déchets***

Conformément à la réglementation (Code de l'environnement, art. R. 541-43 et suivants), le producteur assure la traçabilité et la comptabilité des déchets qu'il produit tout au long du circuit de traitement de ces déchets (BSD, registre chronologique des déchets sortant).

Au CEA/CESTA, les dispositions prévues pour assurer cette traçabilité sont définies dans l'instruction [12].

#### 6.1.2. Responsabilités incombant aux « expéditeurs » de déchets

Les responsabilités incombant aux « expéditeurs » de déchets sont définies dans les Règles Générales de Transports du CEA/CESTA [3]. Elles incluent la tenue d'un registre chronologique conformément à la réglementation (Code de l'environnement, art. R. 541-43 et suivants), selon les dispositions définies dans l'instruction [12].

---

<sup>1</sup> cf. définition au § 5



## 6.2. LES ACTEURS DE LA GESTION DES DECHETS AU CEA/CESTA

### 6.2.1. Le producteur primaire

Toute personne physique produisant des déchets dans le cadre de son activité est considéré comme « producteur primaire » de déchets.

Le « producteur primaire » a le devoir de respecter les règles de tri en vigueur (cf. [13] et § 7.2.3) ou de faire savoir, le cas échéant, qu'il ne dispose pas des moyens suffisants lui permettant de les respecter.

### 6.2.2. Les chefs d'installation

Les chefs d'installations (CI) sont responsables, en application des circulaires MR n°5 [8] et MR n°13 [7], de la bonne application, au sein de leurs installations, des dispositions réglementaires et des règles internes en matière de gestion des déchets (respect des règles de tri en vigueur, établissement et respect du zonage déchets, etc ...). Ils doivent s'assurer qu'ils disposent des moyens nécessaires à la mise en application de ces dispositions (par exemple : présence de moyens de collecte adaptés). Ils doivent veiller à ce que les opérations de gestion de déchets réalisées au sein de leurs installations n'impactent ni la sécurité des travailleurs et ni l'environnement (étiquetage des déchets dangereux, rétention, etc...).

Concernant les déchets dits « de production ponctuelle »<sup>2</sup>, l'installation peut assurer elle-même la gestion de ces déchets (cas des déchets « spécifiques » - cf. § 8.4) ou faire appel au Prestataire Déchets (**de manière générale, la prise en charge des déchets par le Prestataire Déchets est à privilégier**). En termes de responsabilités, même si le CI confie la gestion de ces déchets au Prestataire Déchets, le CI est considéré comme « producteur » de ces déchets et endosse les responsabilités associées décrites au § 6.1.1.

Dans le cas des déchets dits « de production courante »<sup>2</sup>, les responsabilités des CI en tant que « producteurs » sont transférées au DLG/STL.

Les CI sont, de plus, responsables :

- du respect de la procédure de réforme des biens immobilisés destinés à la mise aux déchets ;
- de la dénaturation des matériels classifiés destinés à la mise aux déchets.

Ils s'appuient sur les **correspondants « déchets »** nommés dans leurs installations, dont la liste figure dans le document [5] et dont les missions sont définies dans le document [6].

En matière de transport externe de déchets dangereux, en application des RGT [3], l'« expéditeur » au sens de la réglementation est le Directeur de centre. Toutefois, il peut autoriser les demandeurs et leurs responsables à exercer la fonction d'« expéditeur » sous la responsabilité de leur chef d'installation.

En matière de transport interne de déchets dangereux, en conformité avec l'esprit de la circulaire MR n°5 [8], le Directeur de centre délègue la responsabilité d'« expéditeur » au CI.

Pour tout transport interne (vers la ZRD) ou externe (vers l'exutoire), les CI doivent s'assurer de la conformité du chargement au départ de leurs installations. Ils s'appuient pour cela sur les **correspondants transport** nommés au sein de leurs installations (CTI).

---

<sup>2</sup> cf. définition au § 5

### **6.2.3. DLG/STL**

Le DLG/STL pilote le contrat de gestion centralisée des déchets conventionnels produits par les installations du centre.

Au travers du pilotage de ce contrat, le STL assure :

- la mise à disposition, de manière permanente ou ponctuelle, de moyens matériels permettant le tri à la source dans les installations (poubelles, modulobacs, bennes) ;
- l'enlèvement des déchets au niveau des installations productrices ;
- le transport interne vers la Zone de Regroupement des Déchets (ZRD) ;
- l'entreposage des déchets à la ZRD en attente d'évacuation, et la gestion de la ZRD ;
- le traitement éventuel des déchets préalable à leur évacuation (tri complémentaire, compactage), en vue d'en optimiser le volume et la part valorisable ;
- la caractérisation des déchets de nature inconnue et la mise en place, le cas échéant, de nouvelles filières d'élimination ;
- le transport externe des déchets vers les exutoires ;
- le suivi des autorisations des exutoires ;
- le contrôle de circuit de traitement des déchets (BSD, registre).

Le pilote du contrat est en interface avec les installations, en particulier avec les correspondants « déchets », pour répondre aux demandes des installations (demande d'enlèvement, mise à disposition de conteneurs, ...) et transmettre les constats d'écarts relevés par le prestataire.

Dans le cas des déchets dits « de production courante »<sup>3</sup>, les responsabilités de « producteurs » décrites au § 6.1.1 sont transférées du chef d'installation au DLG/STL.

### **6.2.4. La cellule sécurité sûreté nucléaire environnement (CSSE)**

DIR/CSSE réalise le contrôle de second niveau en matière de gestion des déchets et de leur transports (cf. § 7.3.3). La cellule assure, de plus, l'interface avec les entités internes au CEA (DSSN) et les autorités externes (ASND) pour l'établissement des bilans annuels relatifs à la production et aux expéditions de déchets (cf. § 7.3.2).

Dans le cadre du processus d'autorisation interne [9], elle instruit les dossiers établis par les installations pour les parties relatives à l'impact environnemental des activités et en particulier à la gestion des déchets induits.

Elle est chargée de la veille réglementaire et de l'établissement des bilans réglementaires dans le domaine de la gestion des déchets (cf. § 7.3.2).

### **6.2.5. Le Directeur**

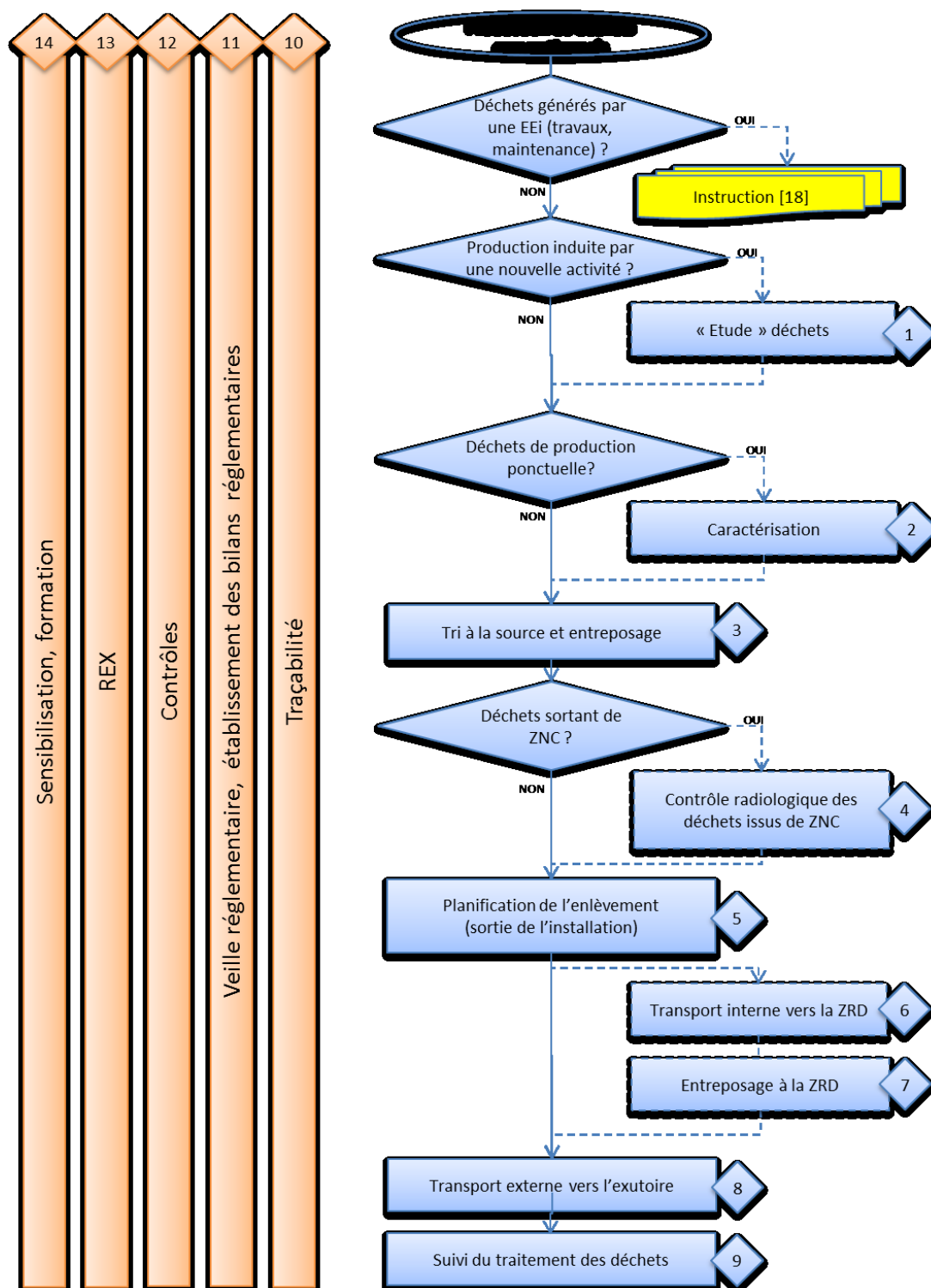
En application des RGT [3], le Directeur du CEA/CESTA est considéré comme « expéditeur » de tous les déchets produits sur les sites du CEA/CESTA et sortant de l'établissement, que ces déchets soient produits par les salariés CEA ou des entreprises extérieures intervenant sur le centre.

---

<sup>3</sup> cf. définition au §5

## 7. ACTIONS CONCOURANT A LA GESTION DES DECHETS CONVENTIONNELS

### 7.1. LOGIGRAMME



NB 1 : les activités encadrées en pointillés ne sont pas systématiques

NB 2 : les actions 10 à 14 sont des actions transverses

## 7.2. DESCRIPTION DES ACTIONS

### 7.2.1. « Etude déchets »

Avant de mettre en œuvre une nouvelle activité ou un nouveau procédé, l'installation doit étudier au préalable la production induite de déchets. Cette étude figure dans le dossier établi par l'installation en application de la procédure d'autorisation interne [9]. Elle peut être réalisée par le correspondant déchets de l'installation, qui en valide *a minima* le contenu.

Cette « étude déchets » consiste à :

- Evaluer l'impact éventuel de la nouvelle activité sur le zonage déchets<sup>4</sup> de l'installation ;
- Réaliser un bilan qualitatif et quantitatif (estimation du volume) des déchets produits en précisant :
  - Le caractère conventionnel et/ou nucléaire des déchets (en cohérence avec le zonage déchets du lieu de production) ;
  - Leur classification (DND, DD, DI) ;
  - Leur nature.
- Définir les modalités de gestion de ces déchets (moyens de collecte présents et adaptés dans l'installation, gestion assurée par l'installation elle-même ou par le Prestataire Déchets...). **De manière générale, la prise en charge des déchets par le Prestataire Déchets est à privilégier.** Toutefois, si l'installation choisit d'assurer la gestion des déchets qu'elle produit, elle le justifie dans son étude. Le cas échéant, l'installation devra compléter la présente procédure par un référentiel documentaire (procédure, modes opératoire, instruction,...) qui lui est spécifiquement applicable.

#### Acteur(s) concerné(s)

- Chef d'installation / correspondant environnement et/ou déchets
- Acteurs du processus d'autorisation interne [9]

#### Donnée(s) d'entrée :

- FDS des produits manipulés, principe de fonctionnement du process...

#### Donnée(s) de sortie :

- Dossier/étude de sécurité
- Référentiel « déchets » spécifique à l'installation (procédures, modes opératoires)

### 7.2.2. Caractérisation des déchets

Pour les déchets de « production ponctuelle »<sup>5</sup>, l'installation doit, préalablement à leur enlèvement, caractériser<sup>5</sup> ces déchets. Cette caractérisation consiste à identifier la nature des déchets et à signaler la présence éventuelle de substances dangereuses. La caractérisation doit permettre d'attribuer un code déchets selon la nomenclature figurant en annexe de la décision [2], d'obtenir un certificat d'acceptation préalable auprès de l'exutoire, et de définir les conditions de transport.

**Un déchet non caractérisé ne peut pas être transporté en dehors de l'installation (sauf exception - § 8.1).**

#### Acteur(s) concerné(s)

- Chef d'installation / correspondant ou déchets

#### Donnée(s) d'entrée :

- FDS, fiches technique, principe de fonctionnement du process...

#### Donnée(s) de sortie :

- Déchet caractérisé
- Certificat d'acceptation préalable

<sup>4</sup> Cf. procédure [4]

<sup>5</sup> Cf. définition au § 5

### 7.2.3. Tri à la source et entreposage dans l'installation



Les règles de tri à la source sont définies dans le guide de tri [13] et à appliquer par tout « producteur primaire »<sup>6</sup> de déchets.

Le correspondant « déchets » de l'installation productrice doit s'assurer que des moyens de collecte adaptés au volume, à la nature et à la dangerosité des déchets produits sont mis en place sur les lieux de production.

S'il s'agit de déchets pris en charge par le Prestataire Déchets, les moyens de collecte sont fournis par ce dernier. Dans le cas contraire, l'approvisionnement est à la charge de l'installation.

Dans tous les cas, les conditions d'entreposage des déchets dans les installations :

- doivent permettre de prévenir tout risque vis-à-vis de la sécurité du personnel (dans le cas des DD : étiquetage du danger, respect des règles d'incompatibilité entre les produits) et de l'environnement (rétention pour les déchets liquides, protection contre la pluie, protection contre le risque d'envol de matière, etc ...) ;
- ne doivent pas compromettre leur valorisation ;
- ne doivent pas gêner le déroulement normal des activités.

Enfin, l'entreposage prolongé de déchets au sein des installations productrices est à proscrire.

#### Acteur(s) concerné(s)

- Producteurs primaires
- Correspondant déchets
- Prestataire déchets

#### Donnée(s) d'entrée :

- FDS, fiches techniques...
- Guide de tri [13]

#### Donnée(s) de sortie :

- Déchets collectés et triés dans l'installation

### 7.2.4. Contrôle radiologique des déchets sortant de ZNC



Pour rappel, conformément à la procédure [4] :

- Les ZNC sont signalées par un affichage apposé à l'entrée des locaux concernés et sont répertoriées dans le dossier de zonage déchets<sup>7</sup> de l'installation.
- Les déchets issus de ZNC doivent faire l'objet de contrôle radiologique, systématique ou par sondage<sup>8</sup>. Les contrôles sont réalisés par le DLG/SPR à la demande de l'installation (CI, acteurs de la sécurité ou du réseau environnement). Si le contrôle ne permet pas de confirmer le caractère conventionnel du déchet, l'écart est géré conformément au document [10].

#### Acteur(s) concerné(s)

- Chef d'installation / acteurs de la sécurité (ISI, AS), correspondant environnement / déchets
- DLG/SPR

#### Donnée(s) d'entrée :

- Dossier de zonage déchets de l'installation

#### Donnée(s) de sortie :

- Résultats des contrôles radiologiques
- Confirmation du caractère conventionnel

### 7.2.5. Planification de l'enlèvement



Les enlèvements de déchets sont planifiés :

- Soit, de façon « automatique », pour les déchets dits « de production courante »<sup>9</sup> dans le cadre des tournées de ramassage réalisées par le Prestataire Déchet.
- Soit, à l'initiative de l'installation, en cas de volume exceptionnellement important, ou de déchets dits « de production ponctuelle »<sup>9</sup>. Si la gestion est confiée au Prestataire déchets,

<sup>6</sup> cf. § 6.2.1

<sup>7</sup> Le dossier de zonage déchets est un document du référentiel sécurité de l'installation.

<sup>8</sup> Le besoin de réaliser un contrôle radiologique en sortie de ZNC et la fréquence de ces contrôles sont déterminés par le CI

<sup>9</sup> cf. définition au § 5

l'enlèvement est programmé à partir d'une « demande d'enlèvement ponctuel » (cf. formulaire [18]) établie selon les dispositions du § 7.3.1. Les évacuations sont planifiées de manière à éviter un entreposage prolongé dans les installations.

L'enlèvement ne peut être planifié qu'après acceptation préalable du Prestataire Déchets dans le cas d'une « demande d'enlèvement ponctuel », ou de l'exutoire dans les autres cas.

Le correspondant déchets et le CTI de l'installation expéditrice sont tenus informés de tout enlèvement de déchets dangereux planifiés au départ de leur(s) installation(s). Dans le cadre d'une « demande d'enlèvement ponctuel », cette information est intégrée au circuit de validation de la demande (le correspondant déchets et CTI étant viseurs du formulaire).

#### Acteur(s) concerné(s)

- Producteur primaire
- Correspondant déchets
- CTI

#### Donnée(s) d'entrée :

- Certificat d'acceptation préalable (CAP) de l'exutoire ou acceptation à la ZRD émanant du Prestataire déchets.

#### Donnée(s) de sortie :

- Demande d'enlèvement ponctuel validée par l'installation demandeuse

### 7.2.6. Transport interne vers la ZRD



Les transports internes de déchets concernent les transports depuis l'installation productrice vers la ZRD. Ils sont réalisés par le Prestataire Déchets. Ils ne sont pas systématiques : certains déchets sont évacués directement de l'installation vers l'exutoire (ex. déchets liquides en vrac).

**Le transport interne de déchets par un salarié CEA n'est pas autorisé.**

**Le transport interne de déchets de nature inconnue n'est pas autorisé** (sauf exception – cf. § 8.1).

Les transports internes de déchets obéissent aux RGT du CEA/CESTA [3]. En particulier, dans le cas de transport interne de déchets dangereux :

- un BSD (ou l'annexe du BSD) est établi selon les modalités définies au § 7.3.1 et dans l'instruction [12]. Il peut constituer un document de transport. Lorsque plusieurs déchets de natures différentes sont transportés ensemble (codes nomenclature<sup>10</sup> déchets différents), une déclaration d'expédition de marchandises dangereuses (DEMD) doit être établie, en complément des BSD ;
- une demande de transport interne est saisie dans l'application logicielle dédiée aux transports ;
- la « demande d'enlèvement ponctuel » établie par l'installation selon les modalités définies au § 7.3.1 accompagne le transport.

Un contrôle de conformité, dit de « 1<sup>er</sup> niveau », au départ de l'installation est réalisé par le BT ou le CTI de l'installation concernée.

Les transports internes de déchets doivent être réalisés dans des conditions permettant de prévenir tout risque de pollution pendant le trajet et de ne pas compromettre la valorisation (protection contre la pluie, protection contre le risque d'envol de matière, etc ...).

#### Acteur(s) concerné(s)

- Prestataire Déchets
- CTI
- BT

#### Donnée(s) d'entrée :

- Acceptation des déchets à la ZRD émanant du Prestataire déchets.

#### Donnée(s) de sortie :

- Bordereau de suivi de déchet (BSD)
- DEMD (le cas échéant)
- Demande de transport interne saisie dans l'application logicielle (PILOTE)
- Demande d'enlèvement

<sup>10</sup> Cf. définition au § 5

### 7.2.7. Entreposage à la ZRD (prétraitement et tri complémentaire)



La ZRD est exploitée par le Prestataire Déchets selon les modalités définies dans le guide [11].

Les déchets sont entreposés à la ZRD de manière à :

- prévenir tout risque vis-à-vis de la sécurité du personnel (dans le cas des DD, étiquetage du danger, respect des règles d'incompatibilité entre les déchets dangereux) ;
- prévenir tout risque de pollution (ex. rétention pour les déchets liquides, protection contre le risque d'envol de matière, etc ...) ;
- ne pas compromettre la valorisation des déchets.

Les déchets dangereux sont entreposés dans des alvéoles dédiées et font l'objet d'un inventaire périodique établi par le Prestataire Déchets selon les modalités définies au § 7.3.1.

Selon les types de déchets, des contrôles visant à vérifier la qualité du tri à la source (contrôles visuels à l'ouverture des bacs ou passage sur table de tri) sont réalisés par le prestataire déchets.

En fonction des filières de valorisation, les déchets peuvent subir un pré-traitement de type :

- compactage ;
- broyage (cas du papier, des supports informatiques et numériques).

#### Acteur(s) concerné(s)

- Prestataire Déchets

#### Donnée(s) d'entrée :

- -

#### Donnée(s) de sortie :

- Inventaire des déchets dangereux
- Déchets prêts pour le transport externe

### 7.2.8. Transport externe vers l'exutoire



Les transports externes de déchets concernent les transports vers l'exutoire :

- Soit, depuis la ZRD ;
- Soit, depuis l'installation productrice.

Ils sont assurés soit par le Prestataire Déchets, soit par l'EEi contractuellement chargée de la gestion des déchets (dans le cas où l'installation assure la gestion de déchets spécifiques).

Les transports externes de déchets obéissent aux RGT du CEA/CESTA [3]. En particulier, dans le cas d'un transport externe de déchets dangereux :

- un BSD est établi selon les modalités définies au § 7.3.1 et dans l'instruction [12]. Il peut constituer un document de transport. En cas d'expédition comportant plusieurs déchets de natures différentes (i.e. codes nomenclature déchets différents), une déclaration d'expédition de marchandises dangereuses (DEMD) doit être établie, en complément des BSD ;
- une demande de transport externe est saisie dans l'application logicielle dédiée aux transports.

Ces documents transports doivent être remis au transporteur avant de quitter le centre.

Un contrôle de conformité, dit de « 1<sup>er</sup> niveau », au départ de l'installation est réalisé par le BT ou le CTI de l'installation concernée quand le BT n'est pas disponible.

Conformément à la procédure de zonage déchets du centre [4], **tous les véhicules transportant des déchets font l'objet d'un contrôle radiologique à leur sortie hors de l'établissement (passage sous portique radiologique). Cette obligation s'applique également aux déchets provenant du TEE.** A défaut de portique radiologique en entrée/sortie du TEE ou de moyens de contrôle équivalent, ces déchets font l'objet d'un « bon de sortie de déchets » émis par les agents FLS postés au TEE et imposant un passage sous le portique radiologique du CESTA, sous le contrôle des agents FLS du CESTA.

Le déclenchement du portique constitue une anomalie gérée par le DLG/SPR selon les modalités définies dans les procédures internes au service.



Chaque expédition de déchets sortant de l'établissement CESTA est tracée dans le registre chronologique selon les modalités définies dans le § 7.3.1.

<u>Acteur(s) concerné(s)</u>	<u>Donnée(s) d'entrée :</u>	<u>Donnée(s) de sortie :</u>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prestataire Déchets ou EEI en charge de la gestion des déchets</li> <li>• CI/correspondant environnement / déchets</li> <li>• CTI</li> <li>• BT</li> <li>• DLG/FLS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• -</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bordereau de suivi de déchet (BSD)</li> <li>• DEMD (le cas échéant)</li> <li>• Registre chronologique complété</li> <li>• Déchets contrôlés radiologiquement (passage sous portique)</li> <li>• Bons de sortie des déchets issus du TEE</li> </ul>

### 7.2.9. Suivi des déchets



Le suivi vise à s'assurer que les déchets sortis du centre ont bien été éliminés ou valorisés dans les conditions prévues et conformes à la réglementation.

Ce suivi consiste à :

- s'assurer du retour des BSD dûment complétés par les exutoires et les archiver (cf. [12]) ;
- compléter le registre chronologique.

Le suivi est réalisé :

- soit par le Prestataire Déchets (pour le compte des installations productrices), pour les déchets pris en charge dans le cadre du marché de gestion centralisée ;
- soit par le Correspondant déchets de l'installation productrice dans le cas où cette dernière assure la gestion de ses déchets spécifiques.

<u>Acteur(s) concerné(s)</u>	<u>Donnée(s) d'entrée :</u>	<u>Donnée(s) de sortie :</u>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prestataire Déchets</li> <li>• Correspondant déchets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• -</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• BSD complétés par les exutoires</li> <li>• Registre choronologique mis à jour</li> </ul>



### 7.3. ACTIONS TRANSVERSES

#### 7.3.1. Traçabilité



La traçabilité en matière de gestion des déchets est assurée au moyen des enregistrements listés dans le tableau suivant.

	Documents / enregistrements	Emetteur	Modalités de gestion du document
Documents internes	Demandes d'enlèvement ponctuel	installations productrice	Formulaire (cf. réf. [18]) disponible sur l'intranet. Demande à transmettre au Prestataire Déchets
	Inventaire des déchets dangereux à la ZRD	Prestataire Déchets	Inventaire établi par alvéole de stockage. Affiché à l'entrée de chaque alvéole et transmis mensuellement par mail à : DLG/FLS, ISI ZRD, correspondant déchets ZRD, DIR/CSSE
	Résultat d'analyses radiologiques	DLG/SPR	Demande d'analyse à l'initiative de l'installation productrice (mail). Résultats archivés par l'installation.
	Bon de sortie de déchets du TEE	DLG/FLS	Imprimé papier, sur carnet à souches. Suivi assuré par DLG/FLS entre l'émission au TEE et la réception au CESTA. Archivage assuré par DIR/CSSE selon dispositions définies au verso de l'imprimé.
Documents réglementaires	Autorisations des transporteurs et exutoires (récépissés de déclaration, autorisation préfectorale)	Préfectures	Suivi et archivage assurés par le Prestataire déchets ou l'installation productrice (si elle assure la gestion de déchets spécifiques).
	Certificats d'acceptation préalables (CAP)	Exutoires	Suivi et archivage assurés par le Prestataire déchets ou installation productrice (si elle assure la gestion de déchets spécifiques).
	Registre chronologique des déchets sortants de l'établissement	Prestataire déchets ou installation productrice	Cf. réf [12]
	Déclaration d'expédition de marchandises dangereuses (DEMD)	Prestataire déchets ou installation productrice	En cas d'expédition de déchets de natures différentes (i.e. codes nomenclature déchets différents)
	BSD (pour les déchets dangereux) ou son annexe	Acteurs de la filière : CI ou DLG/STL, transporteurs, exutoires	Cf. réf [12]

#### 7.3.2. Veille réglementaire et établissement des bilans réglementaires



##### • **Veille réglementaire**

La veille réglementaire concernant la gestion des déchets est assurée par DIR/CSSE.

Les textes nouvellement parus sont communiqués aux parties intéressées (DLG/STL, correspondants déchets) par le chargé de mission environnement (CME) du CESTA.

Le référentiel des textes réglementaires applicables est mis à la disposition des parties intéressées dans l'espace partagé [\\z-lebran\ESPACE ENVIRONNEMENT](#).

##### • **Bilan réglementaire**

Un bilan annuel de la production des déchets conventionnels du centre est établi par DIR/CSSE. Ce bilan est intégré :

- au bilan d'exploitation du SIENID/CESTA établi par DIR/CSSE et adressé à l'ASND ;
- au bilan santé sûreté sécurité (B3S) établi par DIR/CSSE et adressé à CEA/DSSN.

Le bilan annuel est établi à partir des données transmises par le DLG/STL et les installations productrices (pour les déchets spécifiques dont elles assurent, le cas échéant, la gestion).

### 7.3.3. Contrôles

- **Contrôles réalisés par le Prestataire Déchets**

Dans le cadre du marché de gestion centralisée des déchets, le Prestataire Déchets réalise des contrôles sur les différents contenants de déchets (bennes, modulobacs, poubelles de bureaux) collectés au niveau des installations.

Ces contrôles visent à identifier d'éventuels écarts de tri (non-respect des règles de tri [13]). Selon la nature des déchets, ces contrôles sont systématiques ou réalisés par échantillonnage. Il peut s'agir de contrôles visuels ou d'un passage sur table de tri.

Les résultats de ces contrôles sont consignés par le Prestataire Déchets dans un registre.

Un bilan périodique des écarts de tris est communiqué aux installations et à DIR/CSSE via le pilote de contrat.

- **Contrôles de 1er niveau (C1N)**

Les C1N en matière de gestion de déchets (transport inclus) réalisés au sein des installations ou au départ de celles-ci sont de la responsabilité des chefs d'installations, qui peuvent s'appuyer pour cela sur leur correspondant déchets et leur CTI.

Ces contrôles consistent à vérifier que toutes les dispositions organisationnelles et matérielles sont mises en place au sein des installations pour assurer le respect de la réglementation en vigueur et des règles internes applicables : respect des règles de tri, traçabilité (BSD, registre...), conformité du transport, etc... Dans le cadre de leurs C1N, les CI s'assurent notamment :

- que les moyens de collecte adaptés au volume, à la nature, aux filières de valorisation existantes, et à la dangerosité des déchets sont présents sur les lieux de production des déchets ;
- qu'il n'y a pas de déchets entreposés de façon prolongée dans leurs installations ;
- que les opérations mises en œuvre au sein de leurs installations et concourant à la gestion de leurs déchets sont suffisamment décrites dans le référentiel documentaire du centre ou de l'installation, et maîtrisées.

Enfin, en complément de leurs C1N, les CI s'appuient sur les bilans des écarts de tris relevés par le Prestataire Déchets, communiqué par le DLG/STL.

- **Contrôles de 2nd niveau (C2N)**

Les C2N en matière de gestion de déchets sont réalisés par DIR/CSSE, en particulier par le Conseiller à la Sécurité des Transports en cas de transports de déchets dangereux.

### 7.3.4. REX

Le retour d'expérience concerne le traitement et le suivi des événements impactant la sécurité ou l'environnement, en lien avec la gestion des déchets. sont gérés.

Le REX, réalisé selon les modalités définies dans la circulaire [10], est communiqué auprès des correspondants déchets par le CME du CESTA.

### 7.3.5. Sensibilisation, information

Une formation initiale est dispensée aux correspondants déchets des installations (*formation mise en place à compter de 2019*).

La sensibilisation et l'information des salariés en matière de gestion des déchets sont réalisées au travers :

- des journées d'accueil nouveaux arrivants et l'accueil sécurité dans les installations ;
- de l'intranet ;
- du livret sécurité ;
- des causeries sécurité au sein des installations.

## 8. DECHETS FAISANT L'OBJET DE MODALITES DE GESTION SPECIFIQUES

### 8.1. GESTION DES DECHETS DE NATURE INCONNUE

En cas de découverte dans une installation d'un déchet dont la nature ne peut être déterminée a priori (ex. : déchet dont l'origine n'est pas connue, produit non étiqueté, etc...), il est de la responsabilité du CI, en tant que détenteur de ce déchet, de prendre toutes les dispositions nécessaires à sa caractérisation, à savoir : recherche de FDS ou fiche technique, dédouanement radiologique et/ou analyses physicochimiques. Ces dernières peuvent être réalisées par le Prestataire Déchets, à la demande de l'installation, en vue de l'obtention du certificat d'acceptation préalable de l'exutoire.

Dans l'attente de sa caractérisation, le déchet ne peut être transporté en dehors de l'installation. Toutefois, pour des motifs de sécurité dûment justifiés, le transfert à la ZRD de tels déchets peut être réalisé sur dérogation conformément à la procédure d'autorisation pour le transport interne de marchandises dangereuses au CESTA [19], à la demande du CI détenteur du déchet, après accord du CI destinataire (ZRD) et autorisation du Directeur après instruction de la demande de dérogation par le Conseiller à la Sécurité des Transports de centre.

### 8.2. DECHETS SPECIFIQUES INCLUS DANS LE PERIMETRE DU MARCHE DE GESTION CENTRALISEE DES DECHETS

- **Déchets d'activités de soin**

Les déchets d'activités de soin (générés par DLG/SST et DLG/FLS) sont gérés selon les dispositions définies dans l'instruction [15].

- **Documents et supports informatiques classifiés**

Les déchets de type documents et supports informatiques classifiés sont gérés selon les dispositions définies dans l'instruction [16].

### 8.3. DECHETS GENERES PAR LES EEI (MAINTENANCE, TRAVAUX)

Les déchets générés par les EEI sont gérés selon les dispositions définies dans l'instruction [17].

### 8.4. DECHETS SPECIFIQUES DONT LA GESTION EST ASSUREE PAR L'INSTALLATION PRODUCTRICE

- **Déchets pyrotechniques**

Les déchets sont gérés par l'installation productrice selon les dispositions définies dans l'instruction [14].

- **Déchets de munitions**

Il s'agit d'étuis et douilles de pistolets, revolvers, fusils, générés au stand de tir lors des séances d'entraînement des agents de la FLS et de tirs industriels.

La gestion de ces déchets est assurée par DLG/FLS, qui les remet à l'armurier.

- **Déchets « SPMA »**

Il s'agit de déchets métalliques de conteneur de transport dénaturé (découpe) dans le cadre de marché passé ponctuellement (par campagne) par l'installation productrice (DAIA/SPMA). La valorisation de ces déchets est confiée au titulaire du marché. DAIA/SPMA assure le suivi des évacuations.

- **Médicaments périmés**

La gestion des médicaments périmés est assurée par DLG/SST. Les médicaments périmés sont déposés en pharmacie. Ces déchets ne font pas l'objet d'un suivi.

## 8.5. CAS PARTICULIER(S)

- **Lampes flash**

Les lampes flash ont la particularité de contenir une anode thoriée. Les lampes usagées sont à ce jour entreposées au sein de l'installation 35 dans l'attente d'identification d'une filière de gestion.

- **Matériel informatique**

Le CEA/Cesta cède le matériel informatique réformé (écrans, claviers, câbles, unités centrales dénaturées<sup>11</sup>, souris) à un acteur de l'économie sociale et solidaire (EMMAÜS) en vue de leur réemploi dans le monde scolaire ou associatif. Cette cession s'opère dans le cadre d'une convention.

## 9. ARCHIVAGE ET REVISION

Vis-à-vis du chef d'établissement (Directeur du CESTA), l'archivage de ce document est effectué sous la responsabilité de DIR/CSSE. Les CI sont responsables de l'archivage, de la diffusion et de l'application dans leurs installations de la version qu'ils possèdent.

L'opportunité de la mise à jour de ce document est examinée en fonction de l'évolution des activités du centre ; chaque modification doit faire l'objet d'un nouvel indice d'édition.

---

<sup>11</sup> Hors disque dur

## 10. GLOSSAIRE

<b>ASND</b>	Autorité de sûreté nucléaire de défense
<b>BSD</b>	Bordereau de suivi de déchets
<b>BT</b>	Bureau Transports
<b>CAP</b>	Certificat d'Acceptation Préalable
<b>CEA</b>	Commissariat à l'Energie Atomique et aux énergies alternatives
<b>CESTA</b>	Centre d'Etudes Scientifiques et Techniques d'Aquitaine
<b>CI</b>	Chef d'Installation
<b>CME</b>	Chargé de Mission Environnement
<b>CSSE</b>	Cellule Sécurité, Sûreté nucléaire, Environnement
<b>CST</b>	Conseiller à la Sécurité des Transports
<b>CTI</b>	Correspondant Transport d'Installation
<b>DAM</b>	Direction des Applications Militaires
<b>DASRI</b>	Déchet d'Activité de Soins à Risque Infectieux
<b>DD</b>	Déchet Dangereux
<b>DEEE</b>	Déchet d'Equipements Electriques et Electroniques
<b>DEMD</b>	Déclaration d'Expédition de Marchandises Dangereuses
<b>DI</b>	Déchet Inerte
<b>DLG</b>	Département Logistique et Gestion
<b>DND</b>	Déchets Non Dangereux
<b>DQSCG</b>	Direction de la Qualité, de la Sécurité et du Contrôle Gouvernemental
<b>DSSN</b>	Direction de la Sécurité et Sûreté Nucléaire
<b>EEi</b>	Entreprise Extérieure Intervenante
<b>FDS</b>	Fiche de Données de Sécurité
<b>FLS</b>	Formation Locale de Sécurité
<b>REX</b>	Retour d'EXpérience
<b>SIENID</b>	Site et Installation d'Expérimentations Nucléaires Intéressant la Défense
<b>SPMA</b>	Service Production et Maintenance des Armes
<b>SPR</b>	Service de Protection contre les Rayonnements
<b>SST</b>	Service de Santé au Travail
<b>STL</b>	Service Technique et Logistique
<b>TEE</b>	Terrain d'Expérimentations Extérieur
<b>ZNC</b>	Zone Non Contaminante
<b>ZRD</b>	Zone de Regroupement de Déchets
<b>ZSRA</b>	Zone Sans Radioactivité Ajoutée

## DIFFUSION DU DOCUMENT

UNITE	NOMBRE D'EXEMPLAIRES	INTERESSE (SI BESOIN)	PAPIER (*) OU MESSAGERIE (PDF)
<b>Destinataires :</b>			
Les Chefs d'Installation(s)	1		PDF
Les correspondants environnement	1		PDF
Les correspondants déchets	1		PDF
Les correspondants transports d'installation	1		PDF
CEA/CESTA/DLG/STL	1		PDF
CEA/CESTA/DLG/STL/GLS	1	I.BAYLAC, S.DANGLADE, M. URBANIK, N. LATGER	PDF
<b>Copies :</b>			
CEA/CESTA/DIR	1		PDF
CEA/CESTA/DIR/CSSE	1		PDF
CEA/CESTA/DIR/CSSE/CST	1		PDF
CEA/CESTA/DIR/ISE	1		PDF
CEA/CESTA/DIR/CLMJ	1		PDF
CEA/CESTA/DAIA	1		PDF
CEA/CESTA/DSGA	1		PDF
CEA/CESTA/DLP	1		PDF
CEA/CESTA/DLG	1		PDF
Intranet CESTA	1		PDF